

Néologisme politique : avec le préfixe "dés" et le suffixe "tion"

Autor(en): **Gavillet, André**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1984)**

Heft 736

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1017034>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

NÉOLOGISME POLITIQUE

Avec le préfixe «dés» et le suffixe «tion»

Lendemain des élections européennes. Au journal du matin d'Europe 1, M^{me} Veil et M. Jospin apportent leurs commentaires. On écoute sans excessive curiosité cet exercice où les protagonistes s'efforcent de prouver qu'ils se sont réveillés sans gueule de bois.

Mais voilà qu'un bref échange en dit plus long!

M. Jospin, ayant replacé les élections dans leur cadre européen, souligne l'avance des travaillistes anglais. M^{me} Veil conteste cet exemple, affirmant, à tort ou à raison, que les travaillistes, il y a quatre ans, avaient donné un mot d'ordre d'abstention. Peu importe, d'ailleurs. Puis elle a cette remarque: «Vous faites de la désinformation.» D'où la réaction du

socialiste: «Pourquoi ce mot? Contentez-vous de dire que c'est inexact ou que j'ai tort!» Cette réplique vaut un discours.

Désinformation est un néologisme. Il signifie que les faits inexacts ou déformés sont mis intentionnellement en circulation dans le but de brouiller les cartes chaque fois que cela est souhaité (sous-entendu: par les services étrangers spécialisés). Dès lors l'erreur cesse d'être anodine; le coup de pouce aux faits n'est plus une tromperie verbale de conteur, d'orateur, mais devient la petite pierre et la preuve d'un grand complot. Le banal cesse de l'être. Il a un deuxième sens. Il renvoie (avec Majuscule, Messieurs) au Grand Manipulateur.

M^{me} Veil n'en est pas à ce délire d'interprétation. Probable toutefois qu'elle fréquente trop quelque nouveau philosophe. Mais le procédé n'est pas sans danger: la désinformation prétendument débusquée et dénoncée conduit vite à un néo-maccarthysme.

Le procédé a aussi une fonction politique. Jamais le parti communiste n'a été si faible en Europe et en France; il est descendu, outre-Jura, en dessous de son mauvais score de 1932, qui correspondait pourtant à une sanction de sa ligne ultra-dure, où les sociaux-démocrates étaient vilipendés comme social-fascistes, où le PCF ne craignait pas d'assumer le rôle de «l'homme au couteau entre les dents».

Aujourd'hui, le PCF n'a plus de couteau, ni de dents. Pour faire peur, il faut donc faire croire à un réseau invisible de tireurs des ficelles de l'opinion; on maintient de la sorte en état d'alerte; on laisse entendre que la liberté et les libertés sont en danger.

Même en Suisse, stable, solide, voire un peu sclérosée, on dénonce, à chaque initiative, une volonté de déstabilisation, sous-entendu: selon un plan conçu dans l'ombre.

Vous désinformez, vous déstabilisez, donc vous complotez. **A. G.**

RITUEL ANNUEL

Plus d'Etat agricole

A chaque printemps, l'Union suisse des paysans (USP), domiciliée à Brugg/Argovie, présente son cahier de revendications au Conseil fédéral. On y parle régulièrement de manque à gagner pour les exploitations de plaine, de grave déficit pour l'agriculture de montagne, de l'urgente nécessité de colmater les dernières brèches dans le mur de la protection douanière. Suivent toute une série de revendications produit par produit, en vue d'obtenir une augmentation du prix à la production, de la surface cultivée, du prélèvement à la frontière ou d'une subvention quelconque.

Le scénario habituel prévoit ensuite, dans l'ordre chronologique: la vive déception de l'Union

producteurs suisses (UPS), la réunion de diverses commissions consultatives fédérales, les manœuvres de coulisses et autres ballets dans les vestibules du Département fédéral de l'économie publique, enfin la décision, du genre poire coupée en deux, prise par le Conseil fédéral aux alentours du 20 juin.

Nous venons de vivre la suite et fin de ce phénomène saisonnier: moue plus ou moins prononcée des «paysans de Brugg», re-déception plus ou moins virulente des «dissidents» de l'UPS et réactions plus ou moins mitigées des organisations de consommateurs, qui réclament la qualité en considérant comme acquis le miracle de la quantité.

Dans tout ce rituel, la gauche ne joue pratiquement aucun rôle. A relever tout juste la présence d'un représentant des travailleurs dans les commissions ad hoc (c'est d'ailleurs toujours le même, Benno Hardmeier, «le» spécialiste agricole de l'Union

syndicale). Rien du côté politique, sinon un flottement chez les socialistes en raison du nouveau «programme agricole», qui insécurise passablement ceux qui le connaissent et dérange encore davantage ceux qui l'ignorent. Bref, un ange à millions passe, dans l'indifférence même pas gênée de ceux-là même qui s'accrochent à des fractions de pour-cent quand il s'agit de compensation du renchérissement pour les salariés non agricoles. Et pourtant, il y aurait passablement à (re)dire.

En général d'abord, sur la méthode. Masochisme ou générosité, la Confédération contribue largement à payer l'établissement des bases de calcul du «revenu équitable» qu'elle devra ensuite assurer — aux frais des contribuables ou des consommateurs — aux paysans du pays. Pas mal joué de la part du lobby agricole, qui a comme on sait grande influence aux Chambres fédérales.